

La résistible conversion des gauches à l'écologie politique

30 NOVEMBRE 2019 PAR **FABIEN ESCALONA**

Même dans la gauche la plus traditionnelle, issue du mouvement ouvrier, il est aujourd'hui impensable de ne pas s'afficher « écologiste ». L'ancienneté et la radicalité des conversions diffèrent cependant selon les cas.

« Le terrain sur lequel les écologistes se sont constitués — la défense de la nature et des droits des générations futures —, pour important qu'il soit, ne représente pas l'enjeu central des prochaines décennies. [...] L'écologie n'est pas une politique, elle n'est même pas une idéologie. » Ces lignes, publiées dans une revue du Parti socialiste (PS) en 1993, n'étaient pas vraiment visionnaires. Elles seraient impossibles à assumer aujourd'hui. Leur auteur, Henri Weber, plaide lui-même depuis plusieurs années pour une doctrine « *écosocialiste* ».

Alors qu'Europe Écologie-Les Verts (EE-LV) détermine ce week-end la composition de sa nouvelle direction, les enjeux qu'il porte n'ont jamais autant fait consensus dans le reste de la gauche. Tous les partis de ce camp fragmenté se réclament de l'écologie, affirment son caractère incontournable et soulignent son incompatibilité avec les orientations économiques et sociales défendues par la droite. Il n'y a pas jusqu'à Bernard Cazeneuve, connu pour soutenir la filière nucléaire, ministre de l'intérieur lorsque Rémi Fraisse fut tué à Sivens par la grenade offensive d'un gendarme mobile, qui n'ait ressenti le besoin de publier un texte théorique sur le sujet dans *Le Débat*.

Comment la conversion de la gauche issue du mouvement ouvrier s'est-elle opérée ? Surtout, est-elle vraiment accomplie ? Beaucoup d'écologistes en doutent, y trouvant une justification pour affirmer leur autonomie et la singularité de leur offre politique.

FRANÇOIS
RUFFIN

**IL EST OÙ,
LE BONHEUR**

LLL
LES LIENS QUI LIBÈRENT

Le député François Ruffin, apparenté à La France insoumise (LFI), est aujourd'hui celui qui incarne le mieux les tentatives de jonction entre justice sociale et justice climatique, fins de mois et fin du monde (*lire notre entretien*). « *Consommer moins, répartir mieux : tel doit devenir notre adage [:] le vert et le rouge, l'écologique et le social* », affirme-t-il dans un essai paru à la rentrée, *Il est où, le bonheur* (Les liens qui libèrent, 2019). Selon lui, il est possible de dégager un sens anti-productiviste de luttes *a priori* défensives pour l'emploi, y compris dans des secteurs fortement impliqués dans le dérèglement climatique.

Corinne Morel Darleux, auteure de *Plutôt couler en beauté que flotter sans grâce* (Libertalia, 2019), désormais favorable à un recours croissant à l'action directe, fait crédit à François Ruffin de travailler à ce type d'alliance depuis au moins dix ans. Elle voit le député de la Somme comme la personnalité de LFI « *qui continue à être en prise avec les évolutions du monde militant de l'écologie, avec cette sensibilité aiguë sur la question sociale* ».

Elle-même a été en charge d'un travail conséquent de définition d'une doctrine « *écosocialiste* » pour le Parti de gauche, dont elle est encore élue régionale en Auvergne-Rhône-Alpes, même si elle en a quitté la direction. La formation de Jean-Luc Mélenchon, bâtie après son départ du PS et avant les européennes de 2009, était déjà née sous les auspices du triptyque « *République, Socialisme, Écologie* », qui illustrait la conviction selon laquelle la question climatique redéfinit l'intérêt général humain.

« *Dans la foulée de la campagne présidentielle de 2012, raconte Corinne Morel Darleux, nous avons très tôt travaillé sur un Manifeste pour l'écosocialisme, dont les 18 thèses ont été adoptées après des assises nationales et un véritable travail d'amendement. Le terme existait déjà, porté notamment par des figures comme Michael Löwy, Daniel Tanuro, ou même André Gorz et Murray Bookchin. S'inscrire dans cette filiation politique et intellectuelle était un geste conscient.* »

Dans ce document, utilisé pour construire un réseau européen et international, la « *règle verte* » et la « *planification écologique* » côtoient l'ambition de « *décoloniser l'imaginaire* » et d'accompagner « *les luttes sociales et environnementales* ». « *L'expansion infinie* » est décrite comme « *un suicide de la civilisation humaine* » et le texte se dresse explicitement contre l'idée que la hausse du PIB doit précéder toute redistribution des richesses. Quant au changement de cadre constitutionnel et la désobéissance aux traités européens existants, ils sont justifiés par la radicalité des mesures à mettre en œuvre et le verrouillage « *libéral* » de l'ordre institutionnel en place.



Corinne Morel Darleux, dans le studio de Mediapart

Avec la création de La France insoumise pour la présidentielle de 2017, de nombreux éléments programmatiques issus du PG se sont retrouvés dans les livrets de la campagne. Si Morel Darleux le reconnaît volontiers, elle regrette que « *le projet global [ait] disparu des radars, de même que le travail fait à l'international* ». Là où certains écologistes reprochent au discours mélenchonien sur « *l'économie de la mer* » de véhiculer un imaginaire prédateur de ressources, elle y voit un mauvais procès, préférant pointer l'idée de relance d'exploration de l'espace avancée pendant la campagne.

Si un discours écologiste global existe bien chez LFI, il repose donc sur des acquis déjà vieux de quelques années et des innovations pas forcément en cohérence. Du coup, sur certains sujets devenus brûlants, le logiciel n'est pas mis à jour. « *Que ce soit sur le thème de l'effondrement ou de la crise du vivant, ou à propos du type d'activisme approprié à l'urgence de ce qu'on vit, il y a peu de développement d'une pensée autonome* », remarque ainsi Morel Darleux. Cet été dans Mediapart, le député insoumis Éric Coquerel affirmait d'ailleurs son souhait qu'un effort doctrinal écosocialiste soit repris au sein de la FI, y compris pour pointer l'impasse d'une écologie politique ne parvenant pas à entraîner les milieux populaires.

Toujours est-il qu'en termes de vocabulaire, de programme et de soutien aux luttes menées sur le terrain, la convergence entre LFI et l'écologie politique est particulièrement avancée.

Quelques exemples locaux de coopération réussie existent, notamment à Grenoble sous l'égide du maire Éric Piolle. Professeur à Sciences Po dans cette même ville, Simon Persico estime que « *la proximité des Insoumis et des Verts sur la question écologique est très forte* », et les différences parfois surjouées. Tout récemment, l'eurodéputé EE-LV Yannick Jadot a d'ailleurs tenu à affirmer la compatibilité entre sa volonté de rassemblement et celle exprimée par François Ruffin.

Les principaux points de divergence entre Insoumis et Verts sont en fait à chercher sur des terrains adjacents, à savoir une culture sans doute plus centralisatrice à LFI, et un désaccord stratégique sur le degré de conflictualité à assumer vis-à-vis de l'intégration européenne. Les choses se compliquent davantage du côté des deux « vieux » appareils héritiers de la social-démocratie et du communisme – le Parti socialiste et le Parti communiste (PCF) – qui accusent un véritable retard.

Héritage productiviste et « passif » gouvernemental

Le PCF a récemment tenté d'introduire le vocable d'« *écommunisme* », après que le parti eut organisé des assises de l'écologie au mois de mai 2018. Interrogée par Mediapart, la députée Elsa Faucillon admet qu'il s'agit encore d'un « *chantier* » : « *Le terme sert davantage à intituler des événements qu'il ne désigne une doctrine aboutie. Il ne faut pas y voir une réponse à l'écosocialisme, mais une des façons par lesquelles nous cherchons à repenser le communisme dans les conditions du 21^e siècle.* »

À la lecture du compte-rendu des assises organisées par le PCF, et du programme qu'il avait élaboré en 2017, le chemin reste encore long pour parler d'une véritable conversion à l'écologie. L'idéal de sobriété ou l'objection de croissance ne font guère partie du vocabulaire communiste. Tout se passe comme si d'autres manières de produire, davantage socialisées et plus justes, constituaient l'essentiel de la réponse à la crise du système-Terre. Assumant de vouloir « *un renouvellement du parc nucléaire* », une énergie massivement critiquée dans la sphère écologiste, le PCF est par ailleurs souvent absent des luttes contre les grands projets d'infrastructures qui favorisent la croissance des flux et des activités destructrices d'écosystèmes.



Elsa Faucillon © DR

« Notre matrice est historiquement celle du productivisme, explique Elsa Faucillon. La dépasser suppose de franchir un cap énorme. Aujourd'hui encore, le réflexe de distinguer, voire de mettre en opposition la question de l'emploi et la survie de la planète, reste très ancrée. » Le legs idéologique du culte des forces productives n'est pas seul en cause. En termes sociologiques, le PCF s'est construit en entretenant des fidélités au sein de filières industrielles aux productions nocives pour le climat. De plus, les communistes sont prompts à identifier les consommateurs ordinaires aux classes populaires, qu'ils ne souhaitent pas « culpabiliser ». La députée des Hauts-de-Seine tient néanmoins à souligner que « dans les sections, les militants sont loin d'être réfractaires à l'écologie. La prise de conscience est réelle ».

En comparaison, le PS a toujours compté davantage de classes moyennes dans sa base sociale, et ses principaux relais syndicaux ne se situaient pas dans l'industrie lourde ou énergétique. Dès le milieu des années 1970, il a par ailleurs intégré toute une frange de la « deuxième gauche », davantage connectée aux luttes contre le nucléaire et pour le « cadre de vie ». Pour

ces raisons, face à la montée de la concurrence des écologistes sur le plan électoral, il a été plus aisé pour lui d'intégrer l'enjeu environnemental dans son identité.

Jusqu'à la fin des années 1980, cela s'est fait au moyen de quelques propositions isolées du reste du programme. Au tournant des années 1990, le PS a adopté la notion de « développement durable » pour redéfinir plus globalement le modèle de société qu'il entendait promouvoir. Popularisé par la sociale-démocrate norvégienne Gro Harlem Brundtland, auteure d'un rapport dans le cadre des Nations unies, le terme est aujourd'hui dépourvu de toute charge subversive vis-à-vis d'un ordre productif fondé sur un impératif de croissance, lequel n'a de fait jamais été abandonné par le PS.

Le terme de « *social-écologie* » a également été proposé dès cette époque par le courant de Laurent Fabius, très actif sur ce front. Il se retrouve aujourd'hui dans les mots de l'actuel premier secrétaire Olivier Faure : « *Notre parti est devenu "social-écologiste" et nous ne déléguons plus ces questions à des partenaires politiques.* » Si le PS n'est plus en mesure de déléguer quoi que ce soit, en raison de la perte de son statut hégémonique sur la gauche, la précision vaut comme mise au point vis-à-vis d'un bilan gouvernemental peu glorieux.

Lors de l'expérience de la gauche plurielle, beaucoup d'arbitrages ont en effet été défavorables aux Verts. Surtout, on note à l'époque une quasi-régression doctrinale, le Premier ministre Lionel Jospin passant totalement à côté de l'enjeu (de la même façon qu'il est passé à côté de l'altermondialisme). C'est ce que relève Timothée Duverger dans son étude sur le PS et l'écologie (téléchargeable sur le site de la Fondation Jean-Jaurès). Au tournant des années 2000, écrit-il, « *le PS défend une écologie réparatrice qui ne s'attaque pas au système mais cherche au contraire à le pérenniser. [...] La "culture globale" présente dans le discours du développement durable est en fait sectorisée dans la pratique.* »

Toujours sous l'influence des fabiusiens, mais aussi du petit courant Utopia, bien plus radical dans sa remise en cause de la croissance et du consumérisme, le PS reprend son travail d'importation de la critique écologiste. Avec le succès des Verts devenus EE-LV aux européennes de 2009, puis la catastrophe de Fukushima en 2011, les planètes s'alignent pour que le parti aille plus loin que jamais dans un diagnostic de « *crise de civilisation* » et la compréhension qu'un modèle de développement alternatif est nécessaire, afin de « *réduire notre empreinte écologique* ». L'objectif de croissance du PIB n'est certes pas abandonné, mais une relativisation de cet indicateur comme guide des politiques publiques est formulée.

À la veille des élections nationales de 2012, la bonne entente entre les équipes de Martine Aubry et de Cécile Duflot débouche en outre sur un accord d'alliance relativement ambitieux avec les Verts. Dès la sélection de François Hollande comme candidat, puis son accession à la présidence, les désillusions s'accumulent (renonciation face aux lobbies, crispation sur des grands projets inutiles, absence de moyens publics pour des investissements massifs dans la transition écologique). Elles aboutissent à l'explosion du système d'alliances « *rose-vert* » en 2014, jusqu'à ce que Benoît Hamon réussisse temporairement à renouer un lien pendant la présidentielle de 2017, avant de s'en aller fonder Génération.s.



© Reuters

Le politiste Simon Persico perçoit l'évolution du PS comme « *lente, par petites touches* », tout juste plus précoce que celle de la droite qui a également cherché, rappelle-t-il, à s'approprier cet objectif consensuel de protéger la vie sur terre. « *Mais dans le fond, ces grands partis de gouvernement n'ont jamais rien mis en œuvre qui soit à la hauteur. Les objectifs et les décisions les plus cruciales sont toujours repoussées à plus tard, et l'on revoit la même chose se jouer avec Macron.* »

Au regard de ce lourd passif, EE-LV a beau jeu de ne pas faire confiance aux seules déclarations d'intention. Localement, certains élus socialistes mènent d'ailleurs des combats en contradiction avec la « social-écologie », comme celui du sénateur Rachid Temal en faveur d'Europa City (un projet désormais abandonné). Encore faudrait-il que cette fameuse identité sociale-écologiste soit plus qu'esquissée. Pour l'heure, il n'y a pas d'équivalent de manifeste écosocialiste dans les productions du PS. Le texte de Bernard Cazeneuve, qui promeut « *un républicanisme élargi [aux] générations futures et tous les êtres vivants* », comporte le même lot d'ambiguïtés et de quadratures du cercle sur lesquelles les socialistes ont traditionnellement buté.

Ainsi, selon l'ancien Premier ministre de François Hollande, « *la fiscalité environnementale ne doit pas dégrader la compétitivité de l'économie française* » et il faut inventer « *un nouveau régime de croissance* » permettant de réduire l'empreinte écologique, le tout dans le cadre d'une Union européenne réorientée par la négociation. De façon symptomatique, même lorsque « *l'écologie libérale* » est critiquée, le mot de « *sécession* » est avancé non pas à propos des plus privilégiés, mais d'« *une petite frange catastrophée* » imprégnée de collapsologie, qui menacerait « *de désertion notre système économique, social et politique central* ».

Au-delà des discussions de fond et d'alliances entre organisations partisans, la rencontre entre la gauche « classique » et l'écologie politique pose des questions stratégiques sur le rapport à l'État et les modes de contestation, qui réactivent des vieux et grands débats du mouvement ouvrier. François Ruffin le remarque dans son dernier petit essai, lorsqu'il pointe la « *candeur politique* » des jeunes militants pour le climat. Selon lui l'« *État écologique* » ne pourra pas être bâti en en restant à des actions extra-institutionnelles, mais nécessite des traductions législatives des rapports de force, et des représentants pour fabriquer du droit contraignant, ainsi que cela s'est passé pour « *l'État social* ».

Comme Mediapart l'a raconté, le mouvement climat lui-même est traversé de réflexions sur les actions les plus pertinentes à mener en contexte d'urgence climatique et de sixième extinction de masse. Certains ne voient pas de contradiction entre l'action militante radicale et le passage par la voie institutionnelle. Là où Ruffin alerte sur la nécessité de « *lois faites par un gouvernement à nous, portées par nous, avec des ministres qui s'appuieront sur nous* », l'histoire des partis et des syndicats issus du mouvement ouvrier renseigne cependant sur les puissantes capacités d'absorption des institutions, véritables machines à éroder la radicalité écologiste comme socialiste, à la fois redoutables et incontournables.